

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL AUGÉ-LARIBÉ

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 86 (1945), p. 255-259

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1945__86__255_0

© Société de statistique de Paris, 1945, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

VI

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

On pouvait s'y attendre, puisque toutes les conditions dont dépend la production ont été défavorables, les récoltes de 1945 ont été extrêmement mauvaises. Mais qu'au moment où nous aurions eu un si grand besoin d'une réussite en agriculture pour aider au départ de la reprise générale, nos récoltes, dans l'ensemble, aient été presque partout les plus mauvaises que nos statistiques annuelles aient jamais enregistrées, on en éprouve une impression d'accablement; cela apparaît comme une cruauté du destin qui s'acharne sur notre malheureux pays. Notre seule consolation dans ce désastre, c'est que la responsabilité (s'il s'agit de la production, non de la répartition) n'incombe ni aux dirigeants ni aux exécutants. On ne peut pas toujours s'accorder cette sorte de consolation.

Au début de 1946, nous ne disposons pas encore de chiffres complets et définitifs; cependant les premières constatations et évaluations sont accomplies dans tous les départements. Les contrôles n'apporteront certainement pas de sensibles changements. Nous pouvons présenter des états de situation dont l'approximation est suffisante.

Voici d'abord les évaluations des surfaces cultivées par grandes catégories en 1945 et pour la moyenne des années 1930-1939. Elles donnent un premier aperçu des réductions qui ont été imposées aux cultivateurs par l'affaiblissement de leurs moyens de production. Si l'on désire faire une comparaison avec les années de la guerre dont les chiffres ont été donnés dans cette même chronique pour 1944 (*Journal de la Société de Statistique, 1945*) on se souviendra que pendant ces années-là les statistiques ne comprenaient pas les départements d'Alsace et de Lorraine ni les terres directement exploitées par les Allemands, notamment dans les Ardennes.

Répartition des principales cultures en 1944-1945.
(Surfaces en milliers d'hectares.)

	BLÉ	SEIGLE	AVOINE	TOUTES CÉRÉALES	
1930-1939	Minimum	600,4	3.197,7	10.710,0	
	Moyenne	646,2	3.233,3		
	Maximum	715,9	3.365,3		
1945	3.684,0	367,2	2.369,6	7.745,4	
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	1.460,3	279,0	863,7	2.964,6	
Indice 1945 par rapport à la moyenne 1930-1939	71,6	56,8	73,3	72,3	
	POMMES de terre	BETTERAVES industrielles	OLÉAGINEUX	PRAIRIES de fauche	VIGNES
1930-1939	Minimum	217,0	10,0	9.617,6	1.503,5
	Moyenne	315,4	14,3		1.508,0
	Maximum	347,2	19,3		1.510,2
1945	775,0	187,5	229,2	9.123,3	1.455,7
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	543,6	127,9	+ 204,9	489,8	62,3
Indice 1945 par rapport à la moyenne 1930-1939	58,7	59,5	1.635,7	94,9	95,8

Les surfaces cultivées en céréales sont réduites à moins des trois-quarts de ce qu'elles étaient. Les pommes de terre et les betteraves pour le sucre et l'alcool ne couvrent pas beaucoup plus de la moitié. Les surfaces en vignes se sont presque maintenues; naturellement, puisque ce sont des plantations permanentes. Les cultures oléagineuses ont très fortement augmenté pour essayer de compenser, mais évidemment sans y parvenir, le gros déficit des huiles exotiques. Les prairies ont augmenté, surtout dans la catégorie des pacages pour lesquels nous n'avons pas actuellement d'informations. Celles qui sont ou pourraient être fauchées, prairies artificielles, temporaires, annuelles et les prés naturels couvrent à très peu près les mêmes surfaces qu'avant la guerre.

Toutes ces diminutions de surfaces portant surtout sur les catégories qui exigent le plus de travail donnent la preuve que les cultivateurs n'ont pas pu continuer une entreprise qui dépassait leurs forces.

Les résultats, c'est-à-dire les récoltes, ont été ce que la réduction des surfaces déjà faisait prévoir.

Estimation des principales récoltes de 1945.
(En milliers de quintaux.)

	BLÉ	SEIGLE	MAÏS	AVOINE	ORGE	
1930-1939	Minimum	62.080,6	7.150,0	4.093,5	41.506,4	9.243,7
	Moyenne	80.989,3	7.832,2	5.350,5	47.363,0	10.924,0
	Maximum	98.611,2	8.978,1	6.254,4	56.736,6	14.766,7
1945	43.166,2	2.788,4	1.510,2	27.258,7	6.965,2	
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	37.823,1	5.043,8	3.831,3	20.104,3	3.958,8	
Indice 1945 par rapport à la moyenne 1930-1939	53,3	35,6	28,3	57,5	63,3	

	POMMES de terre	BETTERAVES industrielles	LÉGUMES secs	VINS (1.000 hectolitres)	
1930-1939	Minimum	139.239,3	72.237,6		43.665,1
	Moyenne	155.254,4	90.807,3	2.570,8	58.663,8
	Maximum	173.145,3	116.381,7		78.144,1
1945	53.767,0	41.064,5	995,9		27.267,0
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	101.487,4	49.742,8	1.574,9		31.396,8
Indice 1945 par rapport à la moyenne 1930-1939	34,6	45,2	38,7		46,5

C'est bien un véritable désastre. A part l'orge qui a donné les deux tiers d'une récolte moyenne, le blé et l'avoine qui ont donné un peu plus de la moitié, toutes les autres récoltes sont au-dessous de la moitié, et même celle du maïs ne dépasse pas de beaucoup un quart. Cela peut s'exprimer d'une autre façon : à part les années de guerre 1914-1918, pendant lesquelles les estimations sont réduites du fait qu'elles ne peuvent tenir compte du territoire occupé, il faudrait remonter à 1839 pour trouver une récolte de blé plus faible. Pour le seigle et pour le méteil, on n'a jamais enregistré un tel déficit; pour l'avoine on trouve une récolte aussi mauvaise en 1941, mais c'est à 1840 qu'il faut revenir pour en constater une plus basse; pour le maïs et le sarrasin on n'a jamais eu rien d'aussi mauvais.

Non seulement les pommes de terre ont donné la récolte la plus faible depuis 1852, mais elles ont été souvent de mauvaise qualité; les tubercules se conservent mal. Les betteraves pour le sucre et l'alcool n'ont fourni qu'une récolte inférieure à toutes les précédentes, sauf pendant les années de la guerre 1914-1918 et celles qui ont suivi jusqu'à 1923 inclus parce qu'alors les régions où l'on cultive principalement les betteraves ont été dans la zone des combats et les sucreries détruites n'ont pas pu être rapidement rétablies. L'ensemble des légumes secs, haricots, pois, lentilles, fèves et féveroles n'a jamais été aussi faible. Quant au vin, il faut remonter à l'exceptionnelle récolte de 1915 et aux plus mauvaises années de l'invasion phylloxérique pour trouver pire. Pour les produits des prairies fauchées, on ne peut pas faire utilement des comparaisons parce que les estimations de poids sont trop incertaines. Il n'y a pas de doute que la sécheresse très générale a fortement réduit les récoltes, au point que les cultivateurs n'ont pas pu mettre en grange des quantités suffisantes pour la nourriture de leurs animaux pendant l'hiver. Ils ont dû en abattre en décembre qu'ils auraient préféré garder pour l'engraissement de 1946.

Ce n'est pas seulement parce que les surfaces cultivées ont diminué que les récoltes sont si faibles, c'est aussi parce que les rendements à l'unité de surface sont en diminution. Les terres sont affaiblies comme les hommes qui les cultivent.

Rendements moyens par hectare.
(En quintaux.)

	BLÉ	SEIGLE	ORGE	AVOINE	MAÏS	POMMES de terre	BETTERAVES Industrielles
Moyenne 1930-1939 . . .	15,39	11,60	14,65	14,27	15,76	110,61	288,94
1945.	11,71	7,59	10,25	11,50	7,0	69,37	218,98

	HARICOTS secs	LENTILLES	POIS	FÈVES	COLZA (graines)	VINS (hectolitres)
Moyenne 1930-1939 . . .	8,83	9,55	14,68	12,25	13,0	38,42
1945.	3,13	2,93	13,20	5,95	4,69	18,85

Les chiffres donnés par les enquêtes concernant les récoltes végétales sont donc bien concordants. Sent-ils exacts? Nous aurons à le rechercher. Mais voici d'abord quelques informations qui tendent à prouver qu'ils sont vraisemblables. Au recensement de 1906, on comptait, hommes, femmes, Français et étrangers, chefs et ouvriers, 7.141.000 travailleurs permanents de l'agriculture et des forêts; en 1945, une estimation approximative ramène ce total à 6.415.000. Il ne faut pas objecter qu'il n'y a là qu'une diminution d'un peu plus de 10 % qui est, si l'on peut dire, devenue normale dans l'agriculture (et qui serait d'ailleurs rapidement mortelle si elle continuait). Ce serait une faute de raisonnement parce que dans ce chiffre de 1945 on fait figurer une augmentation sensible des ouvriers étrangers en y comprenant 170.000 prisonniers allemands. Mais ils n'ont pas été au travail pendant toute l'année et ils ne donnent pas tous un rendement moyen.

Les attelages des exploitations agricoles sont en forte diminution. En 1929, on comptait 2.345.140 chevaux de plus de trois ans et, en 1938, 2.139.240. En 1944, on n'en a plus retrouvé que 1.594.592. C'est une diminution d'environ 25 %. Elle est un peu atténuée, mais elle est loin d'être compensée par une augmentation d'environ 100.000 boeufs de travail. La diminution du nombre des attelages est fortement aggravée par leur diminution qualitative. Les meilleurs animaux ont été réquisitionnés. Ceux qui sont restés ont été le plus souvent mal nourris et surmenés. Les harnachements et les ferrures ne sont pas entretenus comme il le faudrait et cela contribue à la diminution du rendement.

Les tracteurs se sont usés et n'ont pu être réparés; les carburants ont fait défaut. La Direction du Génie rural estime la consommation des carburants légers à 180.000 mètres cubes en 1938 et à 117.000 en 1945, celle du gaz-oil à 120.000 et 92.000. L'insuffisance des réparations est pour l'un d'environ un tiers, pour l'autre d'environ un quart. Pour les lubrifiants on n'a pas d'éléments de comparaison; il n'y a pas de doute que les quantités disponibles n'ont pas correspondu aux nécessités les plus urgentes.

Les distributions d'engrais sont restées très au-dessous des besoins, même en les estimant d'après la consommation de 1938 qui devrait être actuellement très dépassée pour tenir compte de la fatigue des terres. Le déficit est surtout important pour les engrais azotés et phosphoriques, en raison de leur origine. Par rapport à 1938, on a eu, en 1943-1945, 38.500 tonnes de sulfate d'ammoniaque contre 365.000; 300 tonnes de nitrate de soude contre 270.000; 65.480 tonnes de nitrate de chaux contre 167.000; 48.000 tonnes d'ammonitrate contre 95.000; 11.030 tonnes de cyanamide contre 62.000; le chiffre n'est pas donné pour le nitrate d'ammoniaque, mais il est moins déficient; déjà en 1943-1944 il avait été du même ordre qu'en 1938. Pour les engrais phosphatés on a touché 25.500 tonnes contre 1.150.000 en 1938; 55.000 tonnes de scories Thomas contre 250.000. Dans le groupe des engrais potassiques la sylvinite a fortement manqué; on a eu à peu près autant de chlorure de potassium qu'en 1938. En établissant la comparaison d'après la teneur en éléments fertilisants, on a calculé que les livraisons d'azote en 1944-1945 ont été de 15,52 % de celles de 1938-1939, les livraisons d'acide phosphorique de 4,76 et celles de potasse de 2,86 %.

Les produits antiparasitaires qui sont nécessaires pour la vigne et les arbres fruitiers ont manqué au point que les vignes ont été gravement atteintes. On a disposé de 25.000 tonnes de sulfate de cuivre au lieu de 90.000 en 1938-1939; de 48.000 tonnes de soufre au lieu de 65.000; de 6.830 tonnes d'arseniates, chiffre à peu près égal à la consommation de 1938, parce qu'elle était alors très insuffisante, les traitements n'étant pas généralisés, mais très inférieur aux distributions de 1942-1943 qui avaient atteint 19.670 tonnes. Par rapport à la base 100 en 1938-1939, les disponibilités de 1944-1945 en sulfate de cuivre ont été de 27,88 et en soufre 74,36.

Toutes ces informations sur les moyens d'action de l'agriculture sont sans doute sommaires, mais elles sont bien concordantes pour expliquer un déficit de la production végétale aussi inquiétant que celui qui est noté par les statistiques.

* * *

Sur la production animale, nous ne sommes pas complètement renseignés. Nous n'aurons pas avant quelques mois les évaluations de la production du lait et de son emploi ni celle de la viande. Nous n'avons encore que le recensement des animaux en octobre 1944. Le *Bulletin de Statistique agricole* (d'août 1945) qui l'a publié a soin de faire remarquer qu'il s'est effectué dans de mauvaises conditions : « Les mauvaises habitudes sont prises; il semble que les agriculteurs aient continué à faire des déclarations minorées pour n'avoir à fournir, pensent-ils, que des quantités réduites de denrées au Ravitaillement général. »

Voici, d'après ce document, les chiffres de 1938, de 1944 et les indices :

Effectifs des animaux de ferme.
(Nombre de têtes)

	1938	Octobre 1944	Indice : 1938 = 100
<i>Espèce bovine.</i>			
Taureaux	272.860	246.576	90
Bœufs	1.222.780	1.148.297	93
Vaches	8.429.270	6.446.038	76
Élèves de plus d'un an . . .	3.039.710	3.101.143	102
Élèves de moins d'un an . . .	2.181.170	2.538.188	116
TOTAL de l'espèce	15.145.790	13.480.242	89
<i>Espèce ovine.</i>			
Total de l'espèce	9.792.910	6.224.296	63
<i>Espèce porcine.</i>			
Total de l'espèce	6.711.750	3.666.655	53
<i>Espèce chevaline.</i>			
Total de l'espèce	2.599.880	2.245.408	77
<i>Espèce mulassière.</i>			
	107.620	83.469	84

Le *Bulletin de Statistique agricole* ayant retrouvé une liberté d'appréciation qu'il n'avait pas au temps de l'occupation allemande, estime que les erreurs, par insuffisance, vont de 3 à 10 % dans l'ensemble de la France pour les diverses catégories des espèces bovine et chevaline, principalement pour les vaches, dans l'espoir de réduire les livraisons de lait. En ce qui concerne les ovins et les porcins, les dissimulations sont encore plus considérables et dépassent probablement 15 % pour les ovins, 20 % pour les porcins. Avant la guerre les estimations étaient aussi minorées par négligence, mais pas dans une aussi forte proportion.

Cette observation nous amène à nous demander ce que valent nos statistiques annuelles. Sans revenir sur ce qui a été dit l'an passé au sujet des méthodes d'établissement des statistiques, on se bornera à deux observations. En temps normal il y a des chances pour que les erreurs à l'échelon primaire se compensent et plus encore qu'elles se compensent dans les totaux nationaux. Mais avec les habitudes généralisées de tromperie, on peut bien être assuré que les déclarations, à part celles de quelques honnêtes gens qui avec opiniâtreté résistent au courant, sont minorées. La deuxième observation qu'il est bon de connaître, c'est que les totaux départementaux et par suite les totaux nationaux ne sont pas l'addition pure et simple des déclarations individuelles falsifiées et mal contrôlées. Les directeurs départementaux des services agricoles restent responsables des estimations qu'ils transmettent. Les tableaux récapitulatifs communaux ne sont pour eux que des moyens d'information auxquels ils doivent donner le crédit qu'ils méritent. Leur devoir est de les corriger, du mieux qu'ils peuvent. Il est seulement à craindre que beaucoup d'entre eux se soient laissé impressionner par des faux témoignages qu'ils n'ont pas le temps ni les moyens de critiquer.

Cependant la nécessité d'obtenir des informations exactes et rapides, non seulement sur les récoltes faites et les animaux vendus, mais sur les probabilités de récoltes, apparaît de plus en plus évidente depuis que la politique d'économie dirigée étend ses prétentions jusqu'à l'échelle mondiale. La création de l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture devrait logiquement entraîner un grand progrès des statistiques de la production agricole et de la consommation. On peut même dire que si ce progrès n'est pas obtenu dans le monde entier, les ambitions de F. A. O. (*Food and Agriculture Organization*) auront dépassé ses forces.

Déjà une Conférence internationale des statistiques de l'agriculture et du ravitaillement s'est tenue à Londres du 17 au 21 septembre 1945. Elle était organisée par l'U. N. R. R. A. et le *Combined Working Party on Europa Food Supplies* et elle avait pour objet de fixer les méthodes permettant de recueillir, dans de courts délais, la meilleure documentation sur

la situation alimentaire des pays européens à secourir. Un délégué américain y a déclaré que l'information en matière de statistique agricole était « lamentablement incomplète », sauf, bien entendu, en ce qui concerne les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni. Il semble qu'une critique sans réserves géographiques eût été plus justifiée. Prenons-la cependant pour le propre compte de la France avec conscience de l'avoir méritée. Tout au plus pouvons-nous réclamer des circonstances atténuantes, en les basant surtout sur le grand nombre des exploitations à recenser, leur extrême parcelllement, la pénurie des moyens d'action accordés par le ministère des Finances à ceux qui doivent établir les statistiques. Il y a d'ailleurs d'autres causes à la mal façon de nos statistiques et celles-ci ne sauraient passer pour des excuses, notamment l'ignorance et la négligence des exécutants, l'habitude invétérée chez les cultivateurs de se défendre contre le fisc par le mensonge. Reconnaissons que les statistiques agricoles françaises sont incomplètes, inexactes, établies et publiées dans des délais trop longs.

La Conférence a proposé que dans chaque pays soit créé un comité de liaison pour coordonner toutes les informations qui sont établies dans divers ministères. C'est très bien, mais ça n'est pas suffisant. C'est d'abord à la base qu'il faut améliorer les statistiques. Tant que nous n'aurons pas trouvé le moyen d'obtenir des déclarations individuelles exactes ou de faire apparaître par des contrôles méthodiques les erreurs volontaires ou non, les rassemblements de renseignements inexacts ne nous donneront pas des statistiques convenables.

La Conférence des Nations alliées qui s'est tenue à Québec pour la formation de F. A. O., du 16 octobre au 3 novembre, a établi tout son programme d'action sur l'hypothèse qu'on disposera désormais de bonnes statistiques de la production et de la consommation des denrées agricoles. Hypothèse qui fait la preuve chez les organisateurs d'un optimisme candide. Et encore cela ne suffirait pas puisqu'il s'agit de conjurer les famines et la « malnutrition » dans le monde. Il faut encore un service d'informations instantanées sur les prévisions de récolte et sur les retouches à apporter aux prévisions pendant la durée de la production. La F. A. O. aura besoin, sinon d'organes de distribution, du moins de pression sur les commerces et les services publics pour que les denrées parviennent effectivement là où elles seront nécessaires. La F. A. O. est la plus vaste et la plus déconcertante entreprise d'économie dirigée que des hommes aient jamais rêvée. Qui vivra verra. Mais ceci nous entraîne hors du cadre de cette chronique.

Pour y rentrer, il reste à ajouter que la 2^e section de notre Conseil supérieur de l'Agriculture, récemment réorganisé, est chargé d'étudier les méthodes d'établissement des statistiques concernant la production agricole pour qu'elles deviennent complètes, exactes et rapides; elle devra aussi découvrir les moyens de bien connaître les quantités consommées et de prévoir constamment les déséquilibres qui menaceraient de se produire sur un point ou un autre entre les productions et les consommations. Quand les méthodes auront été améliorées en projet, il n'y aura plus qu'à les appliquer en pratique. Cela ne se fera pas sans quelques dépenses. La décision appartiendra, en définitive, au ministère des Finances, responsable de leur insuffisance actuelle. Tout ce que l'on peut dire est que la France, en donnant son adhésion à la Conférence de Québec, a pris l'engagement de fournir régulièrement des états de situation et des rapports sur les progrès accomplis. Elle est tenue par sa signature.

En même temps qu'elle s'est tracé un si grandiose programme, la nouvelle organisation a décidé de l'accomplir seule. Elle absorbera l'Institut International d'Agriculture dont le siège est à Rome et qui n'aura pu survivre aux remous d'une guerre mondiale. En reprochant à l'Institut romain d'avoir cédé à des pressions politiques et de n'avoir pas conservé une exacte indépendance internationale, la F. A. O. proclame son intention de ne pas tomber dans les mêmes fautes, de ne pas subir la volonté d'un pays si puissant et si bien intentionné qu'il soit. De cela on ne peut que se féliciter. Mais tous ceux qui avaient l'habitude d'utiliser pour leurs travaux les annuaires statistiques et les autres publications de l'Institut international d'Agriculture, qui constataient avec satisfaction les améliorations obtenues au cours des années précédant la guerre, se doivent d'adresser leur hommage à une organisation internationale de l'Agriculture qui, malgré des ressources très insuffisantes, dépourvue de l'autorité qu'auraient dû lui donner des engagements précis des États-membres, simplement par la qualité constamment perfectionnée de ses travaux, a rempli la tâche volontairement limitée qu'on lui avait tracée, a tracé la voie et donné l'exemple.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.